

Chronologie 2005

Relevé des principaux faits marquants de la politique sociale européenne

JANVIER

11 janvier : La Commission européenne présente un **Livre vert** pour lancer la réflexion sur une « **Approche communautaire de la gestion des migrations économiques** », COM (2004) 811 final du 11 janvier 2005.

27 janvier : La Commission européenne présente son « **Deuxième rapport sur la mise en œuvre des GOPE 2003-2005** », COM (2005) 8 final du 27 janvier 2005. Elle communique également son « **Projet de rapport conjoint sur l'emploi 2004/2005** », COM (2005) 13 final ainsi que le « **Projet de rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale** », COM (2005) 14 final du 27 janvier 2005.

FEVRIER

2 février : Le président de la Commission, M. Barroso, propose de revoir les objectifs et la stratégie de Lisbonne. « **Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi. Un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne**, Communication au Conseil européen de printemps du Président Barroso en accord avec le vice-président Verheugen », COM (2005) 24 du 2 février 2005.

8 février : Le Commissaire Spidla présente une proposition de directive sur les conditions de travail des cheminots qui rend contraignant l'accord signé par les partenaires sociaux.

« Proposition de directive du Conseil concernant l'**accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière** », COM (2005) 32 final du 8 février 2005.

9 février : La Commission européenne adopte l'Agenda social. « **Communication de la Commission : L'Agenda Social** », COM (2005) 33 final du 9 février 2005.

14 février : La Commission européenne adopte le deuxième « **Rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes, 2005** », COM (2005) 44 final du 14 février 2005 qui couvre les 25 États membres de l'Union européenne.

MARS

3 mars : Lors du Conseil Emploi et Affaires sociales, les ministres réaffirment l'importance du volet social dans la stratégie de Lisbonne et espèrent arriver à un accord sur la **durée maximale hebdomadaire de travail (« opt-out »)** lors du Conseil du 3 juin. 2664^e session du Conseil – Emploi, Politique sociale, Santé et Consommateurs – Bruxelles, 3 mars 2005 (6479/05 - Presse 38).

8 mars : La Commission européenne propose la création d'un **Institut pour l'égalité entre les hommes et les femmes** (IP/05/266), (<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/266&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

15 mars : Les partenaires sociaux européens adoptent une contribution commune sur la stratégie de Lisbonne. CES, UNICE-UEAPME et CEEP, « **Déclaration commune sur l'évaluation à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne** », 15 mars 2005 (http://europa.eu.int/comm/employment_social/news/2005/mar/lisbon_review_fr.pdf).

19 mars : La CES organise une **euromanifestation** dans la perspective du Sommet de printemps (<http://hesa.etui-rehs.org/uk/newsevents/files/tract%20fr.pdf>).

20 mars : Le Conseil Ecofin et l'Eurogroupe élargi proposent un pacte de stabilité rénové, avec plus de marge d'interprétation. Conseil de l'Union européenne, « **Améliorer la mise en œuvre du pacte de stabilité et de croissance** », Bruxelles, 20 mars 2005 (7423/05), (http://www.eu2005.lu/fr/actualites/documents_travail/2005/03/21stab/stab.pdf).

22 mars : Les partenaires sociaux adoptent un « **Cadre d'actions sur l'égalité hommes-femmes** », CES, UNICE-UEAPME et CEEP, Bruxelles, 1^{er} mars 2005 (http://www.etuc.org/IMG/pdf/framework_of_actions_gender_equality_010305_FR-3.pdf).

Sommet social tripartite : MM. Jean-Claude Juncker et José Manuel Barroso invitent les partenaires sociaux européens à s'exprimer sur **la relance du processus de Lisbonne** et sur l'initiative en faveur d'un Pacte européen pour la jeunesse. Les partenaires sociaux appuient la proposition de révision de la stratégie de Lisbonne de la Commission. (IP/05/353) (<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?Reference=IP/05/353&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

Les partenaires sociaux européens adoptent leur troisième rapport de suivi sur « **le cadre d'action pour le développement des compétences et des qualifications tout au long de la vie** ». CES, UNICE-UEAPME et CEEP, 1^{er} mars 2005 (http://www.etuc.org/IMG/pdf/3rd_follow-up_report_final_010305_FR.pdf).

Les partenaires sociaux adoptent leur **Rapport conjoint sur les actions en matière d'emploi dans les États membres**, CES, UNICE-UEAPME et CEEP, « 2005 Joint Report on Social Partners Actions on Employment in Member States », mars 2005 (http://www.etuc.org/IMG/pdf/2005_Joint_Report_on_Employment-3.pdf).

Les partenaires sociaux adoptent leur « **Contribution commune sur l'initiative européenne en faveur de la jeunesse** », CES, UNICE-UEAPME et CEEP, 22 mars 2005 (http://europa.eu.int/comm/employment_social/news/2005/mar/youth_fr.pdf).

22-23 mars : Le Sommet européen de printemps se consacre principalement à la directive sur les services dans le marché intérieur et à la réforme du pacte de stabilité et de croissance. Les 25 soulignent que la directive « services » doit répondre à deux impératifs : ouverture du marché des services, respect du modèle social européen. Ils entérinent sans changement le rapport des ministres des Finances sur le Pacte de stabilité et de croissance, Conseil européen de Bruxelles, *Conclusions de la Présidence*, 23 mars 2005 (http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/84331.pdf).

31 mars : La Commission adopte une communication sur les restructurations et l'emploi qui constitue également la deuxième phase de consultation des partenaires sociaux sur les restructurations d'entreprises et les comités d'entreprise européens. « Communication de la Commission, **Restructurations et emploi. Anticiper et accompagner les restructurations pour développer l'emploi : le rôle de l'Union européenne** », COM (2005) 120 final du 31 mars 2005.

AVRIL

1^{er} avril : L'Institut syndical européen (ISE), l'Académie syndicale (ASE) et le Bureau technique syndical pour la santé et la sécurité (BTS) fusionnent en un **Institut syndical européen pour la recherche, l'éducation et la santé-sécurité** (ETUI-REHS). (<http://www.etuc.org/a/1054>).

1^{er} avril : La Commission lance sa première phase de consultation des partenaires sociaux européens au sujet de « **la simplification des dispositions des directives santé et sécurité au travail** » (http://europa.eu.int/comm/employment_social/social_dialogue/docs/simplification_hs_fr.pdf).

6 avril : La Commission adopte les propositions législatives concernant le **cadre financier 2007-2013**, *Communiqué de presse*, IP/05/389, Bruxelles, 6 avril 2005 (<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/389&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

7 avril : Les partenaires sociaux discutent des « **Enseignements sur les Comités d'entreprise européens** », CES, UNICE-UEAPME et CEEP, 7 avril 2005 (http://europa.eu.int/comm/employment_social/social_dialogue/docs/ewc_fr.pdf).

11 avril : La Commission européenne publie son rapport 2005 sur **les progrès vers les objectifs de Lisbonne en matière d'éducation et de formation**, « Commission Staff Working Paper. Progress towards the Lisbon Objectives in Education and Training », SEC (2005) 419 du 22 mars 2005 (IP/05/410).

12 avril : La Commission présente ses **lignes directrices Emploi et les GOPE 2005-2008**. « Lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi (2005-2008), comprenant une Recommandation de la Commission relative aux grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté (en application de l'article 99 du traité CE) et une Proposition de Décision du Conseil relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres (en application de l'article 128 du traité CE) », COM (2005) 141 final du 12 avril 2005.

18 avril : Le Conseil de l'UE adopte **sa position commune sur la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs face aux rayonnements optiques**, « Position commune (CE) n° 24/2005 arrêtée par le Conseil le 18 avril 2005 en vue de l'adoption de la directive 2005/.../CE du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (rayonnements optiques) (dix-neuvième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) », JO C 172 E du 12 juillet 2005, pp.0026-0050.

19 avril : Le projet de **rapport Gebhardt sur la directive « services »** est présenté en commission du marché intérieur ; il vise à supprimer le principe du pays d'origine et exclure les services d'intérêt général. « Projet de rapport Provisoire 2004/0001 (COD) sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM(2004)0002 – C6-0069/2004 – 2004/0001(COD)) »,

Rapporteur : Evelyne Gebhardt (http://www.europarl.eu.int/comparl/imco/services_directive/050525_pr_gebhardt_fr.pdf).

La Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen vote majoritairement pour la **disparition de l'opt-out** (directive « temps de travail », rapport Cercas) et pour que le **temps de garde**, y compris sa période inactive, soit considéré comme du **temps de travail** (<http://www.eiro.eufound.eu.int/2005/05/feature/eu0505205f.html>).

20 avril : Lancement de la **Campagne européenne contre le bruit au travail** par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (<http://ew2005.osha.eu.int>).

MAI

9 mai : La Confédération européenne des syndicats (CES) et la Fédération européenne des Travailleurs des Transports (ETF) invitent le Conseil des Affaires sociales et les ministres du Travail à adopter le **projet de directive concernant certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles des chemins de fer affectés à des services d'interopérabilité transfrontalière**. ETF, CES : *Communiqué de presse*, 9 mai 2005 (<http://www.etuc.org/a/1235>).

10 mai : La Commission européenne présente une proposition de **programme détaillé pour la politique de liberté, sécurité et justice pour la période 2005-2010**. Ce programme représente la mise en œuvre du programme de La Haye, adopté par le Conseil européen des 4 et 5 novembre 2004, « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Le programme de La Haye : Dix priorités pour les cinq prochaines années. Un partenariat pour le renouveau européen dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice », COM (2005) 184 final du 10 mai 2005.

11 mai : Le Parlement européen adopte en plénière le **rapport Cercas sur la directive « temps de travail »**, qui se prononce pour la suppression de l'opt-out et demande le respect des arrêts de la Cour de justice en matière de temps de garde. « Rapport final A6-0105/2005 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de

l'aménagement du temps de travail (COM (2004)0607 – C6-0122/2004 – 2004/0209(COD)), rapporteur : Alejandro Cercas, 25 avril 2005.

17 mai : Dans son **troisième rapport d'étape sur la cohésion**, la Commission européenne propose l'instauration d'un fonds de solidarité. « Communication de la Commission, Troisième rapport d'étape sur la cohésion : vers un nouveau partenariat pour la croissance, l'emploi et la cohésion », COM (2005) 192 final du 17 mai 2005.

29 mai : La ratification du **projet de traité constitutionnel** européen soumise aux Français par référendum est rejetée par 54,87 % des voix contre 45,13 % (<http://www.interieur.gouv.fr/avotreservice/elections/rf2005/index.html>).

JUIN

1^{er} juin : Les **électeurs néerlandais** rejettent à 61,6 % le projet de traité constitutionnel européen. *Bulletin quotidien Europe*, n° 8960 du 3 juin 2005.

2-3 juin : Lors du Conseil Emploi et Affaires sociales, le commissaire Vladimir Spidla présente sa **proposition de modification de la directive « temps de travail »**, qui tente de trouver un compromis entre le rapport du Parlement européen du 11 mai et la position commune du Conseil. « Proposition modifiée de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail », COM (2005) 246 final du 31 mai 2005. 2663^{ème} session du Conseil – Emploi, politique sociale, santé et consommateurs – Luxembourg, les 2-3 juin 2005 (8980/05 - Presse 117).

Le Conseil Emploi et Affaires sociales n'enregistre pas d'avancée sur la proposition de directive « **temps de travail** » modifiée.

Par ailleurs, les ministres parviennent à un accord politique sur la directive concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des **conditions d'utilisation des travailleurs mobiles** effectuant certains des services d'interopérabilité transfrontalière.

2-3 juin : Lors de la réunion du Conseil Justice et Affaires intérieures, la Commission européenne annonce qu'elle s'apprête à **retirer la proposition de décision-cadre de définition et sanction du racisme et de la xénophobie**. Quatre ans après de longues discussions infructueuses, États membres et Commission arrivent à la conclusion que les positions des différents États membres sont inconciliables. 2664^e session du Conseil - Justice et affaires intérieures – Luxembourg, 2-3 juin 2005, (8849/05 - Presse 114). Par ailleurs, le Conseil Justice et Affaires intérieures adopte le programme 2005-2010 pour la politique de liberté, justice et sécurité, proposé le 10 mai par la Commission. Ce programme représente la mise en œuvre du programme de La Haye, adopté par le Conseil européen des 4 et 5 novembre 2004.

6-7 juin : Le Conseil Compétitivité adopte la **directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles**, 2665^e session du Conseil – Compétitivité – Marché intérieur, Industrie et Recherche – Luxembourg, 6-7 juin 2005 (9501/05 - Presse 133).

16-17 juin : Le Conseil européen échoue à s'entendre sur **les perspectives financières 2007-2013**. Conseil européen de Bruxelles, *Conclusions de la Présidence*, 17 juin 2005 (http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/85324.pdf).

28 juin : Le Conseil de l'UE adopte sans débat les modifications aux règlements 1466/97 et 1467/97, finalisant la révision législative du Pacte de stabilité et de croissance. « Règlement (CE) n° 1055/2005 du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques; règlement (CE) n° 1056/2005 du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 1467/97 visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs », *Bulletin de l'Union européenne*, juin 2005 (<http://europa.eu.int/abc/doc/off/bull/fr/200506/p103004.htm>).

JUILLET

1^{er} juillet : Ernest-Antoine Scillièrre, président du Medef (Mouvement des entreprises de France), succède à Jürgen Strube à la tête de l'**UNICE**, *Bulletin quotidien Europe*, n° 8981, 1^{er} juillet 2005.

5 juillet : La Commission européenne présente ses « **orientations stratégiques** » pour la politique de cohésion économique et sociale 2007-2013, « Communication de la Commission. Une politique de cohésion pour soutenir la croissance et l'emploi - Orientations stratégiques communautaires 2007-2013 », COM (2005) 299 final du 5 juillet 2005.

12 juillet : Le Conseil informel de l'Emploi et des Affaires sociales de Belfast ouvre le débat sur le **modèle social européen**, en vue du Sommet européen informel annoncé par la présidence du Conseil pour le 27 octobre. Site de la Présidence anglaise – *communiqué de presse* (<http://www.eu2005.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1115145051733>).

20 juillet : La Commission européenne publie son « **programme communautaire de Lisbonne** » dans lequel elle annonce « huit mesures clés » pour l'emploi et la croissance, « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen. Actions communes pour la croissance et l'emploi : le programme communautaire de Lisbonne », COM (2005) 330 final du 20 juillet 2005.

27 juillet : La directive 2005/47/CE du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des **conditions d'utilisation des travailleurs mobiles** effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire est publiée au Journal Officiel (JO L 195 du 27 juillet 2005, pp.15-18).

SEPTEMBRE

1^{er} septembre : Dans le prolongement du plan d'action de La Haye approuvé par le Conseil le 3 juin, la Commission adopte un paquet de mesures dans le domaine de **l'asile et de l'immigration**, contenant notamment une proposition de directive relative aux normes communes applicables au retour ainsi que trois communications portant respectivement sur l'intégration, les programmes de protection régionaux, et la migration et le développement. « Communication de la Commission relative aux programmes de protection régionaux », COM

(2005) 388 final, « Communication de la Commission. Programme commun pour l'intégration. Cadre relatif à l'intégration des ressortissants de pays tiers dans l'Union européenne », COM (2005) 389 final, « Communication de la Commission. Migration et développement : des orientations concrètes », COM (2005) 390 final, « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes de procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier » COM (2005) 391 final du 1^{er} septembre 2005.

7 septembre : Le Parlement européen adopte en deuxième lecture le rapport Csaba Öry relatif à la **protection des travailleurs exposés aux rayonnements optiques**, en y introduisant des changements répondant aux desiderata des entreprises et des groupes PPE-DE et ALDE. « Recommandation pour la deuxième lecture relative à la position du Conseil en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (rayonnements optiques) (dix-neuvième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (5571/6/2005 – C6-0129/2005 – 1992/0449B(COD)) », Final A6-0249/2005, rapporteur : Csaba Öry, 20 juillet 2005.

27 septembre : La Commission européenne adopte une communication visant à retirer 68 propositions législatives en suspens (**Better regulation / Mieux légiférer**). Communication de la Commission « Résultat de l'examen des propositions législatives en instance devant le législateur », COM (2005) 462 final du 27 septembre 2005.

Un Sommet du dialogue social célèbre les **20 ans du dialogue social européen** (http://europa.eu.int/comm/employment_social/news/2005/sep/socialdialogue_summit_flash_fr.pdf).

Le Parlement européen approuve avec plus de cent amendements la proposition de directive sur **l'octroi et le retrait du statut de réfugiés dans les États membres de l'UE**, « Rapport final A6-0222/2005 sur la proposition de directive du Conseil relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres (14203/2004 – C6-0200/2004 – 2000/0238(CNS)) », rapporteur : Wolfgang Kreissl-Dörfler, 29 juin 2005.

OCTOBRE

4 octobre : La Commission « Marché intérieur » du Parlement européen, qui devait débattre des amendements au **rapport Gebhardt sur la directive « services »** postpose son vote au 20-21 novembre ; le vote en plénière n'aura lieu qu'en janvier 2006, *Bulletin quotidien Europe*, n° 9042, 6 octobre 2005.

Le Secrétaire général de la Confédération européenne des Syndicats indépendants (CESI) annonce que son organisation obtient le **statut de partenaire social européen** en raison de sa représentativité dans le secteur de l'administration publique centrale (<http://www.cesi-bxl.be>).

12 octobre : La Commission européenne adopte une communication intitulée « **Une stratégie relative à la dimension externe de l'espace de liberté, de sécurité et de justice** », COM (2005) 491 final du 12 octobre 2005.

18 octobre : La Commission européenne présente sa communication « Lutter contre la traite des êtres humains – approche intégrée et propositions en vue d'un plan d'action », COM (2005) 514 final du 18 octobre 2005.

19 octobre : La Commission européenne adopte son nouveau **rapport sur l'emploi** qui tend à démontrer l'efficacité des politiques de l'emploi engagées dans le cadre de la Stratégie européenne pour l'emploi, European Communities, *Employment in Europe 2005 – Recent Trends and Prospects*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 2005 (Résumé en français disponible sur : http://europa.eu.int/comm/employment_social/employment_analysis/eie/eie_2005_summary_fr.pdf).

20 octobre : La Commission européenne présente un projet de directive sur la **portabilité des droits à pension complémentaire**, « Mettre en œuvre le programme communautaire de Lisbonne : Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'amélioration de la portabilité des droits à pension complémentaire [SEC (2005) 1293] », COM (2005) 507 final du 20 octobre 2005.

Dans la perspective du Sommet informel européen consacré à l'avenir du modèle social européen, la Commission présente une communication sur

les valeurs européennes à l'ère de la mondialisation, Communication de la Commission « Les valeurs européennes à l'ère de la mondialisation. Contribution de la Commission à la réunion d'octobre des chefs d'États et de gouvernement », COM (2005) 525 final du 20 octobre 2005.

24 octobre : Lors du Sommet social tripartite, la Présidence de l'UE, la Commission et les partenaires sociaux adressent un message au Sommet informel européen sur **l'avenir du modèle social européen** pour atteindre les objectifs économiques et sociaux de l'UE sur fond de mondialisation, de concurrence et de vieillissement de la population. (<http://www.etuc.org/a/1681> et <http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1337&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

27 octobre : Lors du **Sommet informel européen sur l'avenir du modèle social européen**, les 25 définissent des domaines d'action prioritaires pour répondre à la mondialisation, mais réservent un accueil mitigé à la proposition d'instaurer un Fonds d'adaptation à la mondialisation (http://ue.eu.int/cms3_fo/showPage.asp?id=965&lang=fr&mode=g).

NOVEMBRE

15 novembre : La Commission adopte une **communication sur les partenariats public-privé (PPP)** faisant le point sur les options politiques envisageables au niveau communautaire pour assurer une concurrence saine dans ce domaine. Communication de la Commission concernant les partenariats public-privé et le droit communautaire des marchés publics et des concessions, COM (2005) 569 final du 15 novembre 2005.

21 novembre : Les partenaires sociaux EFFAT et GEOPA-COPA du comité du dialogue social sectoriel européen de l'agriculture signent un accord sur « la réduction de l'exposition des travailleurs aux risques de **troubles musculosquelettiques (TMS)** d'origine professionnelle en agriculture ». (http://www.effat.org/5/5_2/5_2_4/Files%20FR/051121%20Final%20Agreement%20signed%20FR.pdf).

22 novembre : La Commission du marché intérieur du Parlement adopte, par 25 oui, 10 non et 5 abstentions, le **rapport d'Evelyne Gebhardt** sur la proposition de directive « services ». *Bulletin quotidien Europe*, n° 9074, 24 novembre 2005.

30 novembre : La Commission présente une communication définissant les actions prioritaires permettant d'améliorer la gestion de **l'immigration**. « Communication de la Commission. Priorités d'action en vue de relever les défis liés aux migrations : Première étape du processus de suivi de Hampton Court », COM (2005) 621 final du 30 novembre 2005.

DECEMBRE

1^{er} décembre : Les ministres européens de l'Intérieur réunis en Conseil Justice et Affaires intérieures adoptent la directive sur **l'octroi du statut de réfugié dans l'UE**, complétant ainsi la première phase de l'établissement d'un régime commun d'asile en Europe. 2696^e session du Conseil – Justice et Affaires intérieures – Bruxelles, 1^{er} et 2 décembre 2005 (14390/05 – Presse 296).

6 décembre : Le Parlement européen et le Conseil concluent un accord sur le projet de législation européenne qui améliore le **temps de conduite et de repos des chauffeurs routiers** et renforce les contrôles sur les camions. « Projet commun adopté par le Comité de Conciliation prévu à l'article 251, paragraphe 4, du traité CE, PE-CONS 3671/05 du 8 décembre 2005 » (http://www.europarl.eu.int/omk/sipade3?PROG=JOINT-TEXT&REF_C=C6-2005-0416&F_REF_C=C6-0416/2005&NAV=X&L=FR&LEVEL=2&SAME_LEVEL=1).

Le Conseil et le Parlement européen, lors d'une réunion du comité de conciliation, donnent formellement leur feu vert à la directive sur la **protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition aux rayonnements optiques**. « Joint text approved by the Conciliation Committee Exposure to optical radiation. Provisional version. C6-0001/2006 » (http://www.europarl.eu.int/code/dossier/2005/1992_0449b_optical_radiation/default_fr.htm). (http://www.europarl.eu.int/omk/sipade3?PROG=JOINT-TEXT&L=FR&REF_C=C6-2006-0001&F_REF_C=C6-0001/2006).

8 décembre : Le Conseil Emploi et Affaires sociales échoue une nouvelle fois à s'entendre sur la **révision de la directive « temps de travail »**. La Présidence autrichienne reprendra le flambeau. 2699^e session du Conseil – Emploi, Politique sociale, Santé et Consommateurs, Bruxelles, 8 et 9 décembre 2005 (15201/1/05 REV 1, Presse 336).

16 décembre : Le Conseil européen parvient à un **accord politique sur les perspectives financières 2007-2013**. Conseil européen de Bruxelles, *Conclusions de la Présidence*, 17 décembre 2005 (http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/87645.pdf).

**Chronologie réalisée par Christophe Degryse,
avec l'aide de Dominique Jadot.**